

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : Ndong Sima combatif et tout investi à sa mission

Juste **KOMBILE MOUSSAVOU**
Libreville/Gabon

COMBATIF et déterminé, le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, s'est entretenu hier, à bâtons rompus, avec les représentants de la presse nationale. En répondant sans langue de bois, aux préoccupations soulevées par ses interlocuteurs et liées entre autres aux inondations, les difficultés des populations d'accès à l'eau et à l'électricité, l'état du réseau routier national, la lutte contre la vie chère, la restructuration de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) et, tout naturellement, de l'organisation du Dialogue national

inclusif prévu en avril prochain et de l'opération du dépôt des différentes contributions à cette grand-messe.

Conscient de la détresse sociale, le locataire de l'Immeuble du 2-Décembre a dit toute sa volonté et énergie, ainsi que celle de l'ensemble des membres de son équipe à apporter des solutions réalistes et pérennes aux problèmes auxquels sont confrontés quotidiennement ses compatriotes. En inscrivant son action dans la durée dans l'optique de la restauration des institutions, en toute rigueur et objectivité. Bref, à ses yeux, la tâche est immense mais pas insurmontable. Elle nécessite l'implication de tous de manière à se départir d'un certain nombre de comportements qui ont altéré, par



Photo: DR

le passé, la marche en avant de notre pays. Fort de "sa main qui ne tremble pas", Raymond Ndong Sima est apparu pleinement investi dans sa mission. En

taclant au passage de tous ceux qui lui prêteraient des ambitions, au-delà de celle-ci.

En "Homme libre et conscient de ses responsabilités", il n'entend

guère se détourner de la voie tracée au soir du 30 août dernier. L'interview du Premier ministre est à retrouver dans notre édition de demain.

La CNR entend jouer, elle aussi, sa partition

Yannick Franz **IGOHO**
Libreville/Gabon

La Coalition pour la nouvelle République (CNR), un regroupement des partis de l'opposition radicale qui a farouchement combattu le régime d'Ali Bongo Ondimba, vient officiellement de tourner la page. En effet, le Pr Vincent Moulengui Boukossou, président de la Conférence des présidents des partis politiques et associations, a annoncé, le week-end écoulé, que ladite coalition (proche de Jean Ping, candidat malheureux à la présidentielle de 2016) intègre officiellement le processus de Transition en cours en République gabonaise.

"Notre futur comportement est celui de la grandeur patriotique. C'est en considération de cette ambition que la Coalition pour la nouvelle République s'investit dans le chronogramme de la Transition afin de participer pleinement à la restauration des institutions", a-t-il déclaré sans ambages. Pour joindre l'acte à la parole les leaders de



Les leaders de la CNR officialisant la création de leur regroupement.

la CNR ont porté officiellement sur les fonts baptismaux un regroupement des partis politiques. Objectif : se conformer à la loi. D'où la signature d'une charte devant désormais régir le fonctionnement du regroupement éponyme. Une simple formalité, est-on tenté de croire vu que depuis la création de la CNR peu après la présidentielle de 2016, la CNR se comportait officieusement comme un regroupement de partis politiques. Que nenni.

Ainsi, les représentants de cinq formations politiques à savoir

le Congrès pour la démocratie et la justice (CDJ), le Parti souverainiste écologiste (PSE), le Parti pour les 7 merveilles du peuple (7 MP), l'Union pour la liberté (UPL) et l'Union républicaine pour la démocratie et le progrès (URDP) ont signé ladite charte.

Pour rappel, la signature de la charte fait suite à l'audience que le chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, avait accordée à Jean Ping, il y a deux mois, dans le cadre des consultations de toutes les forces vives de la Nation.

Dialogue national : les propositions des Nynois

Sveltana **NTSAME NDONG**
Libreville/Gabon

POUR répondre à l'appel de contributions lancé par le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, en octobre dernier, les filles et fils de la Nyanga présents à Libreville, se sont récemment réunis à l'Université Omar Bongo (UOB) pour passer en revue aussi bien les sujets d'intérêt national que les préoccupations d'ordre provincial. L'objectif était, selon le responsable du Comité scientifique des assises, Pierre Claver Mongui, "de mener une réflexion commune permettant d'analyser avec un regard lucide et citoyen la situation du pays et de proposer au pot commun du "Dialogue national Inclusif" les propositions des Nynois". Cette réflexion s'est déroulée autour de trois principaux axes. A savoir : le cadre constitutionnel et institutionnel, gouvernance et développement national et décentralisation, ainsi que développement local.

Les travaux ont été sanctionnés par un rapport sous la forme d'une contribution nynoise au prochain Dialogue national inclusif. Duquel il ressort entre autres que, sur le plan constitutionnel et institutionnel, les fils et filles de la



Une vue partielle des fils et filles de la Nyanga lors des assises.

Nyanga proposent le "choix du régime semi-présidentiel ou semi-parlementaire (régime mixte), pour un partage de pouvoir", la limitation du mandat présidentiel au maximum à 2 dont la durée serait de 5 ans renouvelable une seule fois, etc.

En ce qui concerne la gouvernance et le développement, les Nynois souhaitent notamment : la stabilisation de la Constitution en renforçant les dispositions restrictives en matière de modification constitutionnelle. S'agissant enfin du volet décentralisation et développement local, ils préconisent que le budget d'investissement de l'Etat soit consacré au développement des infrastructures routières nationales, interprovinciales et interdépartementales. Et bien d'autres propositions.